



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE LA MOSELLE

PREFECTURE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme Laëtitia FIRMIN

tel: 03.87 34 89.45

laetitia.firmin@moselle.gouv.fr

ARRÊTÉ

N° 2010-DLP/BUPE-321 du 23 AOUT 2010

**mettant en demeure la société LORCA, située au Nouveau Port de METZ,
de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004
relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains,
de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières
inflammables modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST,
PREFET DE LA MOSELLE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le Code de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-52 du 13 octobre 2009 autorisant la société LORCA à exploiter une unité de stockage de céréales au Nouveau Port de METZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ-2010-60 du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU la visite d'inspection inopinée réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 12 août 2010 sur le site de la Société LORCA à METZ ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 18 août 2010 ;

CONSIDERANT que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié précise que l'exploitant de silos de stockage de céréales soumis à autorisation doit régulièrement débarrasser la poussière au sein des silos, fixer la fréquence des nettoyages dans les procédures d'exploitation et tenir un registre des interventions de nettoyage ;

CONSIDERANT le fait que la fréquence des nettoyages n'est pas fixée par l'exploitant dans ses procédures ;

CONSIDERANT l'absence de registre des interventions de nettoyage pour le mois de juillet 2010

CONSIDERANT que le non-respect de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment la sécurité publique ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la MOSELLE ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La Société LORCA, située au Nouveau Port de METZ, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En vertu de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut-être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
L'inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de METZ où est implantée la société.

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général suppléant,



Elisabeth CASTELLOTTI
Directrice de Cabinet